Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE N°131 • OCTOBRE 2026

LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE, 4 ANS APRÈS

Quels impacts pour l'Afrique francophone ?

Par :

Alphonse Zozime TAMEKAMTA, Ph.D.

Histoire des relations internationales (Polémologie et irénologie africaines)
Département d'Histoire – Université de Yaoundé I (École Normale Supérieure de Yaoundé)
tamekamta@gmail.com • (237) 677 85 94 22 / 691 54 92 93

Table des matières

Résumé 3
Abstract 3
Idées majeures 3
Mots clés : 4
1. L'archéologie de la guerre russo-ukrainienne : complexités et égo surdimensionné 5
2. L'Afrique francophone et la guerre russo-ukrainienne : jeu d'alliances et jeu d'acteurs 8
3. L'Afrique soumise à l'insécurité alimentaire, commerciale et énergétique 10
4. L'incidence sur la stabilité politique interne des pays d'Afrique francophone 15
5. Recommandations 18

Thinking Africa

Résumé

Cette étude analyse les conséquences africaines de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022. Celles-ci portent sur la sécurité humaine, la géoéconomie, l'énergie et la politique sécuritaire. Au regard de cette étude, il peut être admis que l'invasion russe de l'Ukraine est considérée à la fois comme conséquence d'une rupture de l'approvisionnement de l'Afrique et comme un motif de la concurrence déloyale entre les grandes puissances en Afrique. Pour réduire la prégnance de cette guerre, les pays africains (francophones) devraient élaborer, sur le moyen terme, des politiques étrangères structurées, fondées sur des principes qui leur permettent de travailler avec les puissances concurrentes pour défendre leurs intérêts nationaux et régionaux, tout en maximalisant leur potentiel ; ce qui pourrait limiter significativement les effets de l'escalade de la rivalité entre la Russie et le monde occidental. L'Organisation internationale de la Francophonie, dans ce sillage, serait un partenaire stratégique utile pour accompagner l'Afrique francophone dans la structuration de son économie et l'élaboration d'une stratégie efficace adossée au *soft power* (ou au *smart power*) et une diplomatie économique plus osée.

Abstract

This study analyzes the consequences for Africa of Russia's invasion of Ukraine in 2022. These consequences relate to human security, geoeconomics, energy, and security policy. In light of this study, it can be assumed that Russia's invasion of Ukraine is seen both as a consequence of a disruption in Africa's supply chain and as a cause of unfair competition between the major powers in Africa. To reduce the impact of this war, African countries (especially French-speaking ones) should develop structured foreign policies in the medium term, based on principles that enable them to work with competing powers to defend their national and regional interests while maximizing their potential. This could significantly limit the effects of the escalating rivalry between Russia and the Western world. The International Organization of La Francophonie, in this vein, would be a useful strategic partner in supporting French-speaking Africa in structuring its economy and developing an effective strategy backed by soft power (or smart power) and more daring economic diplomacy.

Idées majeures

-L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue un point de rupture dans le processus de légitimation de l'action extérieure violente des Etats par la référence au droit. En effet, les arguments avancés par Moscou pour envahir l'Ukraine cadrent parfaitement avec un système basé sur la force et non un système régulé par le droit.

-La guerre Russie-Ukraine a induit l'accroissement du risque de déséquilibre stratégique global.

-La conséquence directe de cette guerre en Afrique est l'augmentation du nombre des populations sous-alimentées en Afrique qui, en 2019 déjà, était de l'ordre de 250,3 millions personnes.

-La conséquence évidente de cette guerre est la consolidation de la marginalisation de l'Afrique dans le Grand jeu géopolitique en construction.

Thinking Africa

Mots clés :

Guerre, Russie, Ukraine, conséquences, Afrique francophone.

Introduction

Depuis le 24 février 2022, date de l'invasion d'Ukraine par la Russie, les « surfaces d'incertitude » géopolitiques et géoéconomiques se sont élargies. Le retour des politiques de puissance et l'apparition de nouvelles formes de conflictualité s'est consolidé. La Russie, condamnée par une partie de la communauté internationale, s'est vue imposée des sanctions mondiales avec de sévères répercussions sur la chaîne d'approvisionnement de pays du continent africain. Paradoxalement, l'Afrique a été non seulement la région la plus réticente à suivre le mouvement de condamnation tous azimuts, mais aussi le continent le plus marqué par des positions différenciées. Pourtant, cette guerre a occasionné l'approfondissement des lignes de fragilité géoéconomique de tous les pays d'Afrique francophone. Le constat, pourtant, est saisissant aujourd'hui : malgré ses terres arables, la guerre en Ukraine a occasionné une envolée spectaculaire des prix des céréales et des produits énergétiques sur les marchés africains. Ceci est aggravé par le fait que la Russie et l'Ukraine sont les principaux fournisseurs en céréales pour presque tous les pays africains. Il en découle que la guerre d'Ukraine, plus qu'une simple crise internationale, constitue un point important de rupture historique et induit un changement profond non seulement de paradigmes mais aussi de marge d'influence, de jeu d'acteurs et de systèmes d'alliances. Elle (guerre) essaye de produire, à terme, une nouvelle configuration des rapports de force entre l'Europe et l'Asie, entre l'Occident et l'Orient, entre l'Afrique et le reste du monde. Malheureusement, le continent africain (et spécifiquement l'Afrique francophone), se trouvant géopolitiquement et géographiquement en « première ligne » de cette guerre, ne dispose ni des capacités d'anticipation, ni des capacités de résilience variables selon les pays. C'est pourquoi les intérêts de ces pays souffrent encore du retour de la guerre comme instrument de régulation des rapports internationaux[1]. Cette recherche analyse : les impacts géoéconomiques de la guerre d'Ukraine en Afrique francophone ; le jeu des pôles de puissance ; la capacité de projection de ces pôles de puissance (projection mondiale (USA et Chine), projection globale et régionale (Russie), etc.), l'incidence sur la sécurité et la stabilité des pays d'Afrique francophone. La démarche méthodologique de collecte des données privilégie la sociohistoire et l'analyse emprunte à la science politique.

[1] J. Machrouh, « Les conséquences géopolitiques et géoéconomiques de la guerre en Ukraine sur l'Afrique », Policy Center for the New South, *Policy Brief,* BP-35/22, May 10, 2022, p.1.

1. L'archéologie de la guerre russo-ukrainienne : complexités et égo surdimensionné

La guerre russo-ukrainienne n'est ni un fait spontané ni un acte ex-nihilo. Pour comprendre la spécificité de cette guerre, il faut remonter l'histoire récente pour en fixer les contours : l'indépendance de l'Ukraine en 1991 ; l'espoir déçu de la Révolution orange en 2004 ; l'élection d'un candidat pro-russe à la présidence ukrainienne en 2010 puis la Révolution de la dignité en 2013 : l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014 et sa déstabilisation hybride du Donbass. Dans ce cœur de ce conflit, deux territoires sont mis en exergue. D'abord, la Crimée, péninsule de 27 000 km^2 et deux millions d'habitants, située au nord de la mer Noire, séparée du continent par la mer d'Azov. Russifiée dès le XVII^e siècle, elle fut administrativement rattachée à la République soviétique d'Ukraine en 1954 par le gouvernement de l'URSS. La Crimée a été annexée par la Russie le 18 mars 2014 après un référendum contesté par la communauté internationale). En annexant la Crimée « la Fédération de la Russie a acquis non seulement 27 000 km^2 de territoire, mais aussi une zone maritime trois fois plus grande en mer Noire que celle dont elle disposait jusqu'alors et surtout potentiellement intéressante en matière de ressources énergétiques. Plus généralement, le rêve ukrainien d'indépendance énergétique sort quelque peu froissé de ce bras-de-fer, mais pour Moscou, il s'agissait de se positionner sans équivoque sur un dossier hautement stratégique »[2]. Ensuite, vient la question du Dombass. Il s'agit d'un bassin houiller de l'Est de l'Ukraine, frontalier de la Russie, situé entre la mer d'Azov et le fleuve Don. C'est une région économique et culturelle importante de l'Ukraine, qui comprend deux provinces de l'Est du pays : la province de l'oblast et la province de Louhansk.[3] La région du Dombass assure le quart des exportations ukrainiennes en valeur. Pour rappel, la Russie a envahi l'Ukraine, le 24 février 2022, sans sommation ou déclaration, après des mois de tensions diplomatiques. Une agression militaire unilatérale décidée par Vladimir Poutine et condamnée par l'Assemblée Générale des Nations unies. Indubitablement, le plan d'une invasion de l'Ukraine se voulant expéditive, a échoué. Depuis bientôt quatre ans, l'Ukraine résiste avec le soutien des pays de l'OTAN, des Etats-Unis et de l'Union européenne, qui n'ont cessé d'augmenter leurs livraisons d'armes à Kiev. En effet, face à la supériorité numérique et technique des forces russes, les autorités ukrainiennes avaient été obligées de solliciter l'aide étrangère, pour se défendre plus efficacement.

En réponse et dans l'immédiateté, des États membres de l'OTAN, de l'Union européenne et d'autres États européens et non-européens ont mis en œuvre des programmes individuels et collectifs destinés à fournir des armes à l'Ukraine. Bien qu'il soit difficile de déterminer avec exactitude le volume d'armes livrées aux forces ukrainiennes à ce jour, quelques données brutes sont cependant disponibles. Une compilation faite par le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) pour la période allant du 1er janvier au 30 novembre 2022, estime la valeur totale des livraisons globales de matériel militaire à l'Ukraine à 33,2 milliards USD dont 32,3 milliards USD proviendraient des pays membres de l'OTAN.

[2] J. Snegur, « Les avantages stratégiques de la Crimée », *Outre-Terre*, n° 41, 2014/4, p.316.

[3] Pour une connaissance plus détaillée sur l'archéologie de cette guerre, lire : E. Morin, *De guerre en guerre : de 1940 à l'Ukraine*, Paris, Éditions de l'Aube, 2023 ; A. C. Lobedev, *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique*, Paris, Seuil, 2022 : E. Fottorino (Sous la Dir.), *Ukraine, première guerre mondialisée*, Paris, Editions Philippe Rey, 2022 ; M. Foucher, *Ukraine : une guerre coloniale en Europe*, Paris, Editions de l'Aube, 2022, etc.

A la même période, une enveloppe d'environ 3,2 milliards USD (3,1 milliards d'euros) avait été activée par l'UE, via la Facilité européenne pour la paix, pour financer la fourniture d'équipements et de matériel militaire aux forces armées ukrainiennes[4]. De même, treize autres États, parmi lesquels les pays membres de l'OTAN (hors UE) et d'autres pays tiers ont réalisé des livraisons de matériel militaire en Ukraine pour une valeur totale estimée à 23,5 milliards USD. Dans ce sillage, les États-Unis, principal exportateur d'armes vers l'Ukraine, ont le plus communiqué sur leurs livraisons d'armes et de matériel militaire pour une valeur totale estimée à 18,1 milliards USD[5]. Cette tendance n'a pas connu de baisse à défaut d'augmenter significativement. C'est pourquoi, Selon le *Stockholm International Peace Research Institute* (Sipri), « l'Ukraine est devenue le premier importateur d'armes majeures au monde au cours de la période 2020-24, ses importations ayant été multipliées par près de 100 par rapport à 2015-19. Les importations européennes d'armes ont globalement augmenté de 155 % entre ces mêmes périodes, les États ayant réagi face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à l'incertitude quant à l'avenir de la politique étrangère américaine ». De façon précise, la France, occupant une ligne de front particulier en termes de soutien aux forces ukrainiennes, a récemment publié, par le biais du ministère des armées, la liste, mise à jour en mai 2024, des équipements livrés à l'Ukraine[6]. Ainsi, entre le début de l'agression russe en Ukraine (24 février 2022) et le 1er mai 2024, la France a livré pour une valeur totale de 3,035 milliards d'euros d'équipements militaires à l'Ukraine, auxquels viennent s'ajouter 2,1 milliards d'euros versés à la Facilité Européenne pour la Paix (FEP), soit un soutien militaire de plus de 5,135 milliards d'euros. Parallèlement, la France a formé, en collaboration avec la Pologne, près de 12 000 soldats ukrainiens[7].

[4] M. Camello, C. David, J. Oblette, Y. Quéau et M. Vercammen, « Suivi des livraisons d'armes à l'Ukraine depuis janvier 2022 », *Fiche informative*, période allant du 1er janvier au 30 novembre 2022, décembre 2022.

[5] Ibid.

[6] Ces armements sont classés en fonction de la typologie établie par la liste commune des équipements militaires de l'UE. Il s'agit de : ML 1 (armes à canon lisse d'un calibre inférieur à 20 mm, autres armes et armes automatiques d'un calibre inférieur ou égal à 12,7 mm (calibre 0,50 pouce) et accessoires et leurs composants spécialement conçus) ; ML 2 (armes à canon lisse d'un calibre égal ou supérieur à 20 mm, autres armes ou armements d'un calibre supérieur à 12,7 mm (calibre 0,50 pouce), lance-projectiles spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire et accessoires et leurs composants spécialement conçus) ; ML 3 (munitions et dispositifs de réglage de fusées et leurs composants spécialement conçus) ; ML 4 (bombes, torpilles, roquettes, missiles, autres dispositifs et charges explosifs et matériel et accessoires connexes et leurs composants spécialement conçus) ; ML 5 (matériel de conduite de tir, de surveillance et d'avertissement, et systèmes et matériel d'essai, d'alignement et de contre-mesures connexes, spécialement conçus pour l'usage militaire, et leurs composants et accessoires spécialement conçus) ; ML 6 (véhicules terrestres et leurs composants) ; ML 9 (navires de guerre (de surface ou sous-marins), matériel naval spécialisé, accessoires, composants et autres navires de surface) ; ML 10 (aéronefs, véhicules plus légers que l'air, véhicules aériens sans équipage, moteurs et matériel d'aéronef, matériel connexe et composants, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire) ; ML 7 (agents chimiques, agents biologiques, agents antiémeutes, substances radioactives, matériel, composants et substances connexes) ; ML 8 (matières énergétiques et substances connexes) ; ML 11 (matériel électronique, véhicules spatiaux et composants non visés par ailleurs dans la liste commune des équipements militaires de l'UE) ; ML 12 (systèmes d'armes à énergie cinétique à grande vitesse et matériel connexe et leurs composants spécialement conçus) ML 13 (matériel, constructions et composants blindés ou de protection) ; ML 14 (matériel spécialisé pour l'entraînement ou les mises en situation militaires, simulateurs spécialement conçus pour l'entraînement à l'utilisation de toute arme ou arme à feu visée aux points ML1 ou ML2 et leurs composants et accessoires spécialement conçus) ; ML 15 (matériel d'imagerie ou de contre-mesures, spécialement conçu pour l'usage militaire et ses composants et accessoires spécialement conçus) ; ML 16 (pièces de forge, pièces de fonderie et autres produits non finis, spécialement conçus pour les articles visés aux points ML1 à ML4, ML6, ML9, ML10, ML12 ou ML19) ; ML 17 (autres matériels, matières et bibliothèques et leurs composants spécialement conçus) ; ML 18 (matériel de production, installations d'essai d'environnement et leurs composants) ; ML 19 (systèmes d'armes à énergie dirigée, matériel connexe ou de contre-mesure et modèles d'essai et leurs composants spécialement conçus) ; ML 20 (matériel cryogénique et supraconducteur et ses composants et accessoires spécialement conçus) ; ML 21 (logiciels) et ML 22 (technologies).

[7] chromeextension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/ministere-armees/Minist%C3%A8re%20des%20Arm%C3%A9es%20-

Au même moment, les exportations d'armement de la Russie ont fortement chuté (-64 %) entre 2015-2019 et 2020-2024. Cette baisse s'explique non seulement par la mobilisation des armes pour la bataille d'Ukraine, mais aussi et surtout par les sanctions commerciales qui ont rendu difficile la vente d'armes russes et la pression exercée par les USA sur ses alliés afin qu'ils n'achètent pas d'armes russes.

En définitive, au moins 35 États ont envoyé des armes à l'Ukraine depuis son invasion à grande échelle par la Russie en 2022, et d'autres livraisons substantielles sont en cours. L'Ukraine a reçu 8,8 % des importations mondiales d'armes en 2020-24. La plupart des armes majeures qui lui ont été fournies proviennent des États-Unis (45 %), suivis de l'Allemagne (12 %) et de la Pologne (11 %). L'Ukraine est le seul État européen figurant dans le Top 10 des plus grands importateurs en 2020-24[8].

Bien que les deux protagonistes de la guerre en cours ne soient pas systématiquement des puissances déterminantes de l'économie mondiale, elles jouent, cependant, un rôle très important pour certains produits de base, notamment l'énergie, l'alimentation et les engrais. Au moment du déclenchement de la guerre, la Russie, par exemple, assurait 11 % des exportations mondiales de pétrole, 9 % des exportations de gaz, 5% des exportations de céréales, 24% d'exportations du blé, 23% des exportations d'huile de tournesol. Aussi, était-elle premier fournisseur mondial d'engrais (12,5%) et un des premiers fournisseurs de palladium, de nickel et d'aluminium[9]. L'Ukraine, bien que plus faible, est également un acteur clé sur le marché international des produits alimentaires. Elle fournit 6 % des exportations mondiales de céréales, 10 % des exportations d'huile végétale et de graines oléagineuses, 10% du blé, 50% d'huile de tournesol. Les régions de Donetsk et Louhansk (constituant le Donbass), points de fixation des opérations militaires, constituent un atout économique majeur et se distinguent par l'abondance des métaux et minéraux (calcaire, dolomie, quartzites, craie, ardoise, etc.) ainsi que des gisements stratégiques (lithium, gaz de schiste, gaz naturel, etc.). De même, elles représentent 8% de la production ukrainienne de blé et 9% des graines de tournesol[10]. Au regard de ce qui précède, la guerre russo-ukrainienne constitue une menace réelle à l'économie mondiale d'autant que les matières premières et les sources d'énergie sont devenues de véritables armes diplomatiques. L'Afrique en général et l'Afrique francophone, en particulier, dépendant des approvisionnements directs ou indirects en provenance de la Russie et de l'Ukraine, en subit les contrecoups.

Thinking Africa

%20Liste%20des%20%C3%A9quipements%20livr%C3%A9s%20%C3%A0%20l%E2%80%99Ukraine%20%E2%80%93%20Mise%20%C3%A0%20jour%20mai%202024.pdf

[8] SIPRI, communiqué de presse embargo - 10 mars 2025.

[9] A. Ait Ali, F. Azaroual, O. Bourhriba et U. Dadush, « Les répercussions économiques de la guerre en Ukraine pour l'Afrique et le Maroc », *Policy Brief,* Policy Center for the New South, n° 11/22, février 2022, p.3.

[10] Ibid.

2. L'Afrique francophone et la guerre russo-ukrainienne : jeu d'alliances et jeu d'acteurs

La guerre entre la Russie et l'Ukraine « peut-être l'incident international le plus dangereux depuis la crise des missiles de Cuba »[11]. Indubitablement, cette guerre a provoqué une onde de chocs à travers le monde. Elle a redessiné les équilibres de pouvoir et reconfiguré (et accéléré) les tendances géopolitiques et géoéconomiques jusque-là latentes. L'Afrique fréquemment exposée aux contrecoups des crises mondiales, s'est retrouvée au cœur de cette configuration des chocs. Les signes avant-coureurs, dangereusement inflexibles d'une guerre Russie-Ukraine par procuration, très redoutés, ont finalement eu lieu avec de graves conséquences pour le continent.
En clair, l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur l'Afrique était d'une évidence certaine, ceci pour deux raisons. La première raison est liée au fait que l'invasion de la Russie, débutée le 24 février 2022, est sans doute l'événement géopolitique le plus important depuis la fin de la guerre froide. Loin d'être un acté spontané, cette invasion s'inscrit dans un processus commencé quelques années auparavant. En effet, Vladimir Poutine, revenu au Kremlin au printemps 2012, entendait changer l'ordre du monde et faire prévaloir la force sur le droit[12]. Mu par cette volonté, le président russe a fondé sa conviction (partagée par la Chine) sur le fait qu'irréversiblement, les États-Unis et les pays occidentaux « vivent l'apogée de leur rayonnement et sont entrés dans un déclin irréversible, justifiant une révision de la hiérarchie internationale qui prévalait jusque-là. Cette prétention est à leurs yeux justifiée par l'établissement d'un nouveau rapport de forces. La Chine estime ainsi qu'elle sera la première économie du monde à l'horizon 2050 »[13]. Cela est d'autant vrai que plusieurs mois avant l'invasion ukrainienne, il avait été observé le renforcement militaire massif des forces russes à la frontière avec l'Ukraine, ce qui avait fait craindre une invasion imminente et non provoquée, sur la base des accusations russes. Dès le 24 février 2022, Vladimir Poutine, lançait l'« opération militaire spéciale » à travers une pluie de missiles sur les villes ukrainiennes, ciblant sans distinction les civils et les infrastructures civiles dans tout le pays.

Horrifié et consterné, le reste du monde trouvait en cela une agression pure et simple contre l'Ukraine. Bien plus, le système multilatéral a été sous le choc d'autant qu'à quelques rares exceptions, la condamnation immédiate de cette agression s'est généralisée[14].

[11] A. Ait Ali, F. Azaroual, O. Bourhriba et U. Dadush, « Les répercussions économiques de la guerre en Ukraine pour l'Afrique et le Maroc », *Policy Brief*, Policy Center for the New South, février 2022 : https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2022-03/PB_11-22_Dadush%20FR.pdf

[12] Cette vision est largement partagée, bien qu'implicitement, par Xi Jinping qui a accédé au secrétariat général du Parti communiste chinois et à la présidence de la Commission militaire centrale le 15 novembre 2012.

[13]François Hollande, « La guerre d'Ukraine et les conditions de la paix mondiale », *Revue Européenne du Droit,* Issue 5, p.

[14] Le 24 février 2022, les dirigeants européens, réunis en Conseil européen extraordinaire, condamnait « avec la plus grande fermeté l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » qui « viole de façon flagrante le droit international et les principes de la charte des Nations Unies ». Le même jour, dans une déclaration conjointe du président en exercice de l'OSCE, M. Rau, et du secrétaire général, M. Schmid, l'OSCE condamnait cette agression russe. Le même jour, à travers la déclaration du président en exercice de l'Union africaine, Macky Sall, et du président de la commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, l'UA s'inscrivait dans cette logique. Il en sera de même pour l'OTAN (déclaration des chefs d'État et de gouvernement du 25 février 2022), de la commission de la CEDEAO (communiqué de presse du 27 février 2022), du Forum des îles du Pacifique (Suva, 28 février 2022), de l'Organisation des États américains (*Statement from the OAS General Secretariat on the Russian Attack on Ukraine*, Washington, D.C., 24 février 2022), du CARICOM (déclaration du CARICOM sur la situation en

S'inscrivant dans cette dynamique, le 2 mars 2022, une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, non contraignante, coparrainée par 96 Etats membres, était adoptée par 141 votes pour, 5 votes contre (Russie, Bélarus, Erythrée, Corée du Nord et Syrie) et 35 abstentions. Celle-ci condamnant l'agression de la Russie contre l'Ukraine, suspendait la Russie du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et exigeait son retrait inconditionnel, mais en vain. Bien que cette résolution soit le reflet des préoccupations de la communauté internationale, la Russie ne s'en est pas émue, ni obstiné à la respecter ; ce qui a laissé des cicatrices géopolitiques durables.

La seconde raison porte sur le statut de l'Afrique et surtout de son poids numérique à l'ONU. En effet, l'Afrique occupe le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée générale de l'ONU, soit près de 28 % de l'ensemble des membres de l'ONU (54 sièges sur 193). Fort de ce poids numérique, l'Afrique a réagi différemment face aux cinq résolutions de l'ONU au sujet de la guerre en Ukraine, prises en 2022.

Plusieurs pays africains avaient été réticents face à l'alignement voulu ou « imposé » par la ligne de l'Occident dans cette guerre. Pour cause, ils y voyaient une guerre perçue sous l'angle de la concurrence entre les grandes puissances, notamment la Russie et l'axe euro-Atlantique. Bien plus, certains pays africains avaient exprimé, auparavant, plusieurs critiquées à l'égard de certaines interventions occidentales passées. Aussi, certains pays africains avaient-ils perdu confiance dans le leadership occidental pendant la pandémie de Covid-19[15]. C'est pourquoi, dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) de 2022, le président en exercice de l'Union africaine, Macky Sall, avait souligné que « l'Afrique a suffisamment souffert du poids de l'histoire ; elle ne veut pas être le terreau d'une nouvelle guerre froide, mais plutôt un pôle de stabilité et d'opportunités ouvert à tous ses partenaires, sur une base mutuellement bénéfique ». Cette position claire et ouvertement exprimée de l'Union africaine s'inscrit dans une dynamique certes nouvelle mais porteuse d'émancipation diplomatique et de responsabilité juridique. L'Afrique n'entendait plus être la chasse gardée d'une idéologie ou d'une lutte dont elle n'y voyait ses intérêts préservés, ni par les pays occidentaux (partenaires traditionnels et longue date) ni par l'ONU. Voilà ce qui justifie les positions plus ou moins diversifiées des Africains. Cela est perceptible, du moins à l'ONU, à travers trois actions précises : le vote des pays africains concernant la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 2 mars 2022 condamnant l'«agression contre l'Ukraine »; le vote de l'Afrique concernant la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 7 avril 2022 portant suspension des droits des membres de la Fédération de Russie au Conseil des droits de l'homme; le vote de l'Afrique concernant la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 12 octobre 2022 portant sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine: défendre les principes de la Charte des Nations Unies; le vote de l'Afrique concernant la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 23 février 2023 portant sur les principes de la Charte des Nations Unies qui sous-tendent une paix globale, juste et durable (figure 4).

Ukraine (Georgetown, 24 février 2022) et déclaration de la Conférence des chefs de gouvernement du CARICOM sur la guerre et la crise humanitaire en Ukraine (Georgetown, 3 mars 2022), du Conseil nordique (Copenhague, 24 février 2022), etc.

[15] Ovigwe Eguegu, « La guerre Russie-Ukraine : conséquences pour l'Afrique », *Étude Spéciale*, n° 354, mars 2024, p.4.

Le taux d'abstention des pays africains lors de ces différents votes est le signe du désengagement de l'Afrique face au diktat occidental et onusien : 17 abstentions contre 28 (51%) pour la résolution du 2 mars 2022, 08 pays n'ayant pas voté ; 24 abstentions contre 10 (18%) pour la Résolution 7 avril 2022, 11 pays n'ayant pas voté ; 19 abstentions (31%) contre 30 (54%) pour la résolution du 12 octobre 2022, 05 pays n'ayant pas voté ; 15 abstentions (28%) contre 30 (56%) pour la résolution du 23 février 2023, 7 pays n'ayant pas voté. A l'observation, les mesures prises à l'encontre de la Russie à l'ONU, ont reçu peu de soutien de la part de l'Afrique. Mais, cela n'occulte pas la perspective africaine de la guerre d'Ukraine, beaucoup plus nuancée en fonction des enjeux africains. Si pour certains pays (comme l'Erythrée, vraisemblablement influencée par le fait qu'elle avait été elle-même soumise à des sanctions occidentales) le vote contre les résolutions onusiennes s'expliquaient par la solidarité avec les préoccupations sécuritaires de la Russie, pour d'autres (Algérie, Soudan et Ouganda), l'abstention (en dépit des relations étroites avec la Russie) s'expliquerait par leur opposition à l'invasion russe, laquelle a violé l'auto-détermination, reconnue comme l'un des principes de base du Mouvement des non-alignés (MNA). D'autres, enfin (notamment l'Afrique du Sud), ont justifié leur abstention par l'absence de l'accent mis sur la nécessité du dialogue et des négociations de paix, constatée dans les versions préliminaires des susdites Résolutions[16].

En tout état de cause, les gouvernements africains ont exprimé des opinions et des positions variées. Ils ont évité la récurrence des biais comme à l'accoutumé, préférant, pour certains, se conformer en partie aux exigences de leur politique étrangère et, pour d'autres, prendre conscience des courants géopolitiques sous-jacents. C'est dire qu'il faut comprendre la variation des positions des pays africains non comme reflétant une opinion morale, mais surtout comme émanant d'un calcul géopolitique visant à préserver leurs propres intérêts, au risque de déstructuration de leurs économies encore fragiles. Bien que les pays africains aient réagi de manière nuancée (beaucoup ayant préféré se replier sur le non-alignement), l'Afrique est restée un terreau fertile pour le jeu d'alliances de la guerre russo-ukrainienne et des enjeux diffus. La rareté et l'inflation des prix des denrées alimentaires, la désorganisation du système commercial et la flambée des coûts des produits énergétiques ont accru la vulnérabilité sociale de l'Afrique francophone.

3. L'Afrique soumise à l'insécurité alimentaire, commerciale et énergétique

La complexité et la vigueur irréversible de la guerre d'Ukraine, face à la posture stratégico-militaire affirmée de la Russie, s'avèrent être le facteur déclencheur du réveil géopolitique de l'Europe, coincée dans l'interrègne et consciente des limites de l'interdépendance économique qui ne lui garantissent plus une sécurité optimale.

[16] O. Eguegu, « La guerre Russie-Ukraine : Conséquences pour l'Afrique », *Étude Spéciale*, n° 354, mars 2024, p.12.

En effet, le surdimensionnement politique et l'instrumentalisation économique de la guerre d'Ukraine ont accru, bien que plusieurs experts en minimisent la portée, les vulnérabilités stratégiques de l'Europe, en termes d'infrastructures critiques, de matières premières, de produits de santé ou dans d'autres domaines[17]. L'interconnexion économique de l'Europe et l'Asie et des deux avec l'Afrique, ne laissait aucune chance à cette dernière d'être épargnée des conséquences socioéconomiques d'une guerre subie.
S'agissant des impacts sociaux (alimentaire, commercial et énergétique), une analyse non moins importante, faite et soutenue par Jon Ross[18] indique que la dépendance de l'Afrique à l'égard des exportations de céréales ukrainiennes et même russes, était exagérée, malgré la rhétorique diplomatique de Moscou, de Washington et de plusieurs capitales européennes.

En effet, avec le déclenchement de la guerre d'Ukraine, le premier navire chargé des céréales en direction de l'Afrique est parti le 16 août 2022. Or, à cette date, 16 navires commerciaux chargés de céréales avaient déjà quitté l'Ukraine pour d'autres régions du monde[19]. Jon Ross conclut donc que c'est seule « la combinaison des sanctions occidentales et de l'action agressive de la Russie qui est responsable des pénuries alimentaires et énergétiques mondiales [et notamment en Afrique] »[20].
Malgré cette position nuancée, il demeure que l'Afrique est exposée aux fluctuations des coûts des denrées alimentaires en provenance de l'extérieur, en général, et de l'Ukraine et de la Russie, en particulier. De ce point de vue, le conflit russo-ukrainien constitue une menace majeure pour la sécurité alimentaire de l'Afrique.
L'Afrique en général (et l'Afrique francophone en particulier) qui se remet encore des répercussions socio-économiques de la pandémie de COVID-19[21], subi le contrecoup de la guerre Russie-Ukraine. Cela est d'autant vrai que la Russie et l'Ukraine sont des acteurs majeurs dans l'exportation de blé et de tournesol vers l'Afrique. Avec 32% des importations totales de blé provenant de Russie et 12% provenant d'Ukraine[22], l'Afrique s'est invitée dans ce conflit comme l'une des principales victimes collatérales. L'Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie), le Nigéria, l'Éthiopie, le Soudan et l'Afrique du Sud en ont été les plus exposés, avec un taux de dépendance estimé à 80% des importations de blé. L'Afrique centrale n'en est pas épargnée, puisque dépendant, elle aussi, des importations de céréales de la Russie et d'Ukraine.
Les effets de la guerre Russie-Ukraine sont sans ambages. Outre les effets négatifs sur l'économie mondiale, symbolisés par la volatilité des marchés financiers et des produits de base et l'inflation galopante (surtout des cours du pétrole), l'Afrique demeure la plus exposée aux effets pervers de cette guerre.

[17]J. Borrell Fontelles, « L'Europe dans l'interrègne : notre réveil géopolitique après l'Ukraine », *Revue Européenne du Droit*, War Issue, n° 5/2022 : https://geopolitique.eu/articles/leurope-dans-linterregne-notre-reveil-geopolitique-apres-lukraine/Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité
[18] Jon Ross, «US Sanctions on Russia will Lead to Global Food Disaster », *Asia Times*, 26 mai 2022.
[19] DW News, «Ukraine: First humanitarian grain ship leaves port», 16 août, 2022.
[20] Jon Ross, cité par Ovigwe Eguegu, « La guerre Russie-Ukraine : Conséquences pour l'Afrique », *Étude Spéciale*, n° 354, mars 2024, p.16.
[21]Lire M. Lô et A. Sy, « Covid-19 et crise en Ukraine : quels impacts sur la marche de l'Afrique vers l'émergence économique et sociale durable ? », *Policy Paper*, Policy Center for the New South, juillet 2022, pp.10-22.
[22] J. Ulimwengu, « L'impact du conflit russo-ukrainien sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique : un appel pour un système alimentaire africain plus résilient », 31 mai 2023 : https://ssa.foodsecurityportal.org/fr/node/2431

Mis à part quelques pays d'Afrique francophone exportateurs de pétrole (notamment l'Algérie dont les exportations représentent 18,9 % de son PIB) qui ont réalisé de gros bénéfices de la hausse des cours du pétrole et du gaz, plusieurs autres pays dépendent, à des degrés divers, des importations des denrées alimentaires (RDC, Gabon, Tchad, Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Cameroun, Tunisie, Congo, etc.) et des produits agricoles et énergétiques. Le coût supplémentaire de la hausse des prix des denrées et autres produits a éclipsé les gains réalisés sur les exportations à la même période. Autrement, les importateurs d'énergie africains étant presque toujours les importateurs de produits alimentaires, le choc négatif subi est très important. C'est le cas pour tous les pays francophone d'Afrique, y compris le Maroc, présenté comme le pays africain ayant subi le choc le plus important. Cela s'explique par le fait que les importations de pétrole, de gaz et de charbon du Maroc représentaient 6,4% du PIB en 2019. Aussi, en tant que gros importateur des céréales (1,4% du PIB en 2019), le Maroc a-t-il enregistré des mauvaises récoltes agricoles pour la campagne 2022-2023 (soit 34 millions de quintaux de céréales contre 103,2 millions pour la campagne 2020-2021) dues au déficit pluviométrique et au faible taux de remplissage des barrages. L'effet combiné de la hausse des prix des cours de pétrole et des céréales avait coûté au Maroc entre 1 et 2 % du revenu national.

Le risque d'une économie mondiale défraichie par la guerre d'Ukraine avait pourtant été relevé quelques semaines seulement après l'invasion russe. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dès le 11 mars 2023, rappelait que si « le conflit maintient les prix du pétrole brut à des niveaux élevés et prolonge le déficit d'approvisionnement mondial, les prix des denrées alimentaires et des aliments pour animaux pourraient augmenter de 8 à 22 % par rapport à leurs niveaux déjà élevés »[23]. L'Afrique subsaharienne (précisément l'Afrique de l'Ouest et le Sahel) est particulièrement affectée par cette guerre à travers une crise alimentaire encore non maîtrisée.

Au début de la guerre, les prix du riz, du blé, de l'huile, du sucre et d'autres importations de produits transformés avaient déjà augmenté de 20 à 50 % dans différents pays de la région[24].

Le PAM avait prédit, en sus, qu'en Afrique de l'Ouest, 7 à 10 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir d'insécurité alimentaire en raison des conséquences de la guerre. Ainsi, entre juin et août 2022, 33,4 millions de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire ; ce qui a rendu la crise alimentaire et nutritionnelle plus aiguë après l'invasion russe de l'Ukraine. Il en a été le cas pour les autres produits de consommation, tel que répertorié dans le tableau ci-dessous.

Thinking Africa

[23] https://news.un.org/fr/story/2022/03/1116152

[24] S. EhuiChakib, J. Waldmann, « La guerre en Ukraine aggrave la crise alimentaire qui sévit déjà en Afrique de l'Ouest et au Sahel », 13 avril 2022 : https://blogs.worldbank.org/fr/voices/la-guerre-en-ukraine-aggrave-la-crise-alimentaire-en-afrique-de-louest-et-au-sahel

Tableau : Taux d'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA (en pourcentage)

Pays	2021	2022	2023
Bénin	1,7	1,4	2,7
Burkina Faso	3,9	14,1	0,7
Côte d'Ivoire	4,2	5,2	4,4
Guinée-Bissau	3,3	7,9	7,2
Mali	3,9	9,7	2,1
Niger	3,8	4,2	3,7
Sénégal	2,2	9,7	5,9
Togo	4,5	7,6	5,3
UEMOA	**3,6**	**7,4**	**3,7**

Source : BCEAO, Rapport sur l'évolution des prix à la consommation dans l'UEMOA en 2023 et perspectives, p.8. https://www.bceao.int/sites/default/files/202404/Rapport%20annuel%20sur%20l%27%C3%A9volution%20des%20prix%20%C3%A0%20la%20consommation%20-%202023.pdf

Concrètement, au Niger, par exemple, à partir du 1er août 2022, le prix du pétrole a augmenté de 24%. Au même moment, le prix des transports interurbains a augmenté de 100%, (passant de 125 à 250 FCFA) alors que le transport intra-urbain a augmenté de 20% (de 2500 à 3000 FCFA). Au Cameroun, selon une étude réalisée par l'Institut national de la statistique (INS), les pressions inflationnistes ont perduré et se sont généralisées dans toutes les villes du pays. Le niveau général des prix a augmenté de 6,3% en 2022 (contre 2,3% en 2021 ; 2,5% en 2020 ; 2,5% en 2019 ; 1,1% en 2018 et 0,6% en 2017)[25]. De façon précise, la guerre d'Ukraine a eu un impact significatif au Cameroun avec la hausse de prix des produits alimentaires : les huiles et graisses (27,0%) ; les pains et céréales (16,3%) ; les poissons et fruits de mer (14,4%) ; les viandes (12,2%) ; les laits, fromages et œufs (10,7%) et les légumes (7,6%)[26].

La guerre d'Ukraine est intervenue au moment où l'Afrique ne s'était pas encore remise de l'impact négatif de la pandémie de Covd-19, notamment des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement en produits de base. La hausse des prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale, issue de ces deux faits, a particulièrement frappé l'Afrique à cause de la dépendance des pays aux importations de céréales.

Or, les pays en situation d'insécurité alimentaire sont politiquement fragiles et socialement vulnérables. En effet, historiquement, la hausse de prix des denrées alimentaires a toujours alimenté les troubles sociaux ; ce qui rappelle les « émeutes du pain » en Égypte (1977) et en Tunisie (1983) ou les « émeutes de la faim » de 2007-2008 dans plusieurs pays africains[27].

[25] INS, « Evolution de l'inflation au cours de l'année 2022 », https://ins-cameroun.cm

[26] Ibid.

[27] En guise d'illustration, les émeutes de la faim (du 25 au 28 février 2008), ayant secoué 7 des 10 régions du Cameroun, constituent la résistance ou la réaction véhémente à la hausse des prix des denrées alimentaires. Les manifestants s'en étaient pris aux symboles de l'État (bâtiments administratifs) et s'étaient livrés au pillage des biens privés et étrangers avant d'être stoppés, en contre-réaction, par les forces de l'ordre qui ont fait plusieurs dizaines de morts (1137 personnes ont été arrêtées puis détenues). Le déclenchement des émeutes de la faim de févier 2008 a été déterminé par quatre indices. D'abord, l'augmentation du prix de l'huile de palme, passant de 500 FCFA en juin 2007 à 800 FCFA en décembre 2007 ; soit une hausse de 72%. Cette situation provenait de la pénurie résultant d'une compétitivité retrouvée après à la chute du dollar américain et du déficit quantitatif (d'huile de palme) sur le marché national estimé à 50 000 tonnes. Ensuite, la flambée du prix moyen du kilogramme de riz, de 260 FCFA en janvier 2005 à 400 FCFA en décembre 2007 ; soit une hausse de 65 % en valeur relative. En effet, la production interne, en 2007, était de 75 000 tonnes pour une consommation nationale estimée à 300 000 tonnes. Ensuite, la flambée des prix des

John Ulimwengu, chercheur principal à l'Unité des stratégies de développement et de la gouvernance de l'IFPRI (*International Food Policy Research Institute*) a identifié trois canaux d'impact en jeu en Afrique, relativement à la guerre Russie-Ukraine : le prix des denrées alimentaires, le prix du carburant et le prix des engrais. Les engrais et leur prix impactent directement les coûts de production agricole et la productivité. Les prix des denrées alimentaires ont un impact direct et proportionné sur l'agro-industrie à travers l'influence sur le coût des intrants importés. Le prix des carburants ont, également, un effet disproportionné sur le secteur du transport alimentaire[28].

Quel que soit l'intensité des hostilités et des combats, l'Afrique francophone souffre des problèmes d'approvisionnement et surtout des pénuries alimentaires et d'engrais depuis février 2022 ; ce qui induit une inflation difficilement maîtrisable. Face à l'acuité de cette menace et aux répercussions plurielles, quelques dirigeants africains ont tenté une nouveauté géopolitique pour faciliter le dialogue dans un conflit hors du continent. Après que Vladimir Poutine ait reçu le 15 juin 2023 le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, une délégation des chefs d'Etat africains, dirigée par Macky Sall (président du Sénégal) et composée des présidents des Comores, de Zambie et d'Afrique du Sud (ainsi que des représentants des présidents égyptien, ougandais et congolais), s'était rendue à Kiev et à Saint-Petersbourg. L'objectif visé était de faciliter la reprise du dialogue entre la Russie et l'Ukraine[29]. Cette initiative quoi qu'inscrite dans un environnement dominé par la guerre en Ukraine, permet d'entrevoir une volonté de quelques dirigeants africains de s'octroyer quelques privilèges en termes de repositionnement stratégique face au renforcement de la lutte d'influence entre la Russie et les Occidentaux sur le continent africain. La guerre d'Ukraine a donc été l'occasion pour plusieurs pays d'Afrique francophone de revisiter leurs rapports avec leurs partenaires traditionnels et de créer de nouveaux partenariats, plus bénéfiques, d'autant que la Russie représente une opportunité pour ces Etats africains.

De ce point de vue, il est évident que cette guerre a eu des répercussions sur la stabilité politique interne de certains pays d'Afrique francophone.

Thinking Africa

produits animaux et halieutiques, notamment des viandes de poulet (inflation estimée à 103% entre janvier 2005 et décembre 2007), de bœuf (inflation de l'ordre de 44,5% à la même période) et du poisson (inflation estimée à 30%). Enfin, la flambée des prix du pétrole. Car, entre 2004 et février 2008, le prix du gasoil est passé de 420 à 550 FCFA. A la même période, le prix de l'essence est passé de 465 à 600 FCFA et le pétrole de 325 à 380 FCFA ; soit une hausse moyenne de 35%. Lire, A. Z. Tamekamta, « Février 2008, 10 ans après ! Retour sur le sens caché des émeutes de la faim au Cameroun », *Note d'enquête et de recherche*, n°01, 25 avril 2018, CARPADD (Montréal) : https://www.carpadd.com/category/publications/note-denquete-et-de-recherche/

[28] J. Ulimwengu, « L'impact du conflit russo-ukrainien sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique : un appel pour un système alimentaire africain plus résilient », 31 mai 2023, https://ssa.foodsecurityportal.org/fr/node/2431

[29] S. Blanchard, « L'Afrique tente une médiation entre la Russie et l'Ukraine », Deutsche Welle du 15 juin 2023 : https://www.dw.com/fr/facilitation-africaine-guerre-ukraine-russie/a-65932485

4. L'incidence sur la stabilité politique interne des pays d'Afrique francophone

Le déclenchement de la guerre d'Ukraine permet à la Russie de nouer des coopérations militaro-techniques et de consolider ses positions stratégiques quoique restant limitées. Pour pallier à la faiblesse de son dispositif militaire, Moscou s'est appui sur plusieurs dispositifs au rang desquels la société Wagner à travers laquelle l'Etat russe apporte un soutien important (soutiens financier, logistique et matériel) pour son implantation en République Centrafricaine, au Mali, au Burkina Faso, etc. Moscou, dans ce registre, a élaboré une stratégie minutieuse, portée par une activité informationnelle importante, surtout en Afrique subsaharienne. En s'appuyant sur des techniques blanches[30], grises[31] et noires (techniques de diffusion par proxy à travers la création des fausses entités et le soutien varié aux structures, etc.)[32], Wagner (récemment mué en *Africa Corps*) a inauguré un mercenariat de type nouveau. De ce point de vue :

Les intentions proclamées, à en croire le discours officiel russe, consistent à vouloir combattre le «néocolonialisme » des pays occidentaux : elles dissimulent en réalité des actions de prédation comme l'appropriation de concessions minières (or, pierres précieuses…) par les mercenaires. Le grand perdant est toujours le pays hôte. En matière de droit international, des voix s'élèvent pour que cesse cette stratégie de « déni plausible » et que les autorités russes soient rendues responsables des agissements de groupes paramilitaires qu'elles contrôlent intégralement. À titre d'exemple de confiscation de ressources, le projet de grande usine de transformation de l'or au Mali, conçue pour exploiter 200 tonnes par an alors que la production en 2022 s'élevait à 66 tonnes, prouve une appropriation assumée[33].

Parvenu au début de l'année 2026, il est clair que la guerre déclarée à l'Ukraine par la Russie amorce une tournure particulière, symbolisée par la déportation, au forceps parfois, des combattants africains vers les camps militaires russes de l'est de l'Ukraine. La Russie manque probablement des combattants, de la chair à canon, et procède au recrutement tous azimuts des jeunes Africains à travers des organismes et des passeurs qui leur font miroiter des emplois grassement rémunérés et leur font signer, au départ de leur pays, des formulaires en langue russe, langue qui leur est étrangère. *The Center for Strategic and International Studies*, un *think tank* américain, estimait le nombre de victimes (blessés et tués), entre le 24 février 2022 et le 3 juin 2025, à 1 million côté russe.

[30] Technique de diffusion directe à travers la création des vitrines « légitimes » et la production des contenus propres, etc.
[31] Techniques de diffusion indirecte à travers des stratégies de ciblage, l'organisation d'un réseau de propagande des contenus, etc.
[32] K. Limonier et M. Laruelle, « Typologie des manœuvres informationnelles russes à l'égard des pays francophones », in *Annuaire français de relations internationales*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p.70.
[33] D. Mireval, « Vie et mort de Wagner et des groupes consorts russes en Afrique » in *Annuaire français de relations internationales 2024*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2024, p.570.

Au même moment, près de 400 000 soldats ukrainiens avaient également été tués ou blessés depuis le début de la guerre. Ces chiffres avaient été confirmés par le *New York Times.*[34] Face à ce désastre humain, la Russie a multiplié des agences de recrutement souvent dissimulés. Aussi, le gouvernement russe a-t-il entrepris, à travers la signature par le chef d'Etat russe, Vladimir Poutine, le 5 novembre 2025, de l'oukase (décret) n° 821. Celui-ci dispose que tout homme étranger âgé de 18 à 65 ans devra s'engager dans l'armée pour espérer obtenir un permis de séjour ou une naturalisation en Russie. Pour y parvenir, un contrat d'un an est théoriquement requis pour un déploiement du contractant jusqu'à la fin de l'"opération militaire spéciale" en Ukraine ; c'est-à-dire pour une durée indéfinie.

L'Afrique en général et l'Afrique francophone en particulier, subit donc cette guerre par une immigration quasi-forcée de ses forces vives, y compris des soldats qui désertent dans l'espoir d'une rémunération conséquente. Plusieurs témoignages recueillis en dénonçant cette pratique, rend compte de son ampleur et des dégâts humains et psychologiques qu'endurent des familles africaines. La propagande informationnelle russe, dans ce sillage, parle de volontaires provenant des pays « amicaux » ou « neutres » de l'Afrique. Or, des données collectées par plusieurs organismes dont le site web d'actualité *Kyiv Independent*, *The Insider* (chaîne médiatique indépendante focalisée sur la Russie), estiment qu'environ 2 000 ressortissants de plus de 50 pays ont combattu dans la région du Donbass, aux côtés de la Russie[35]. Selon le journal *Jeune Afrique*, un tweet du ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andrii Sybiha, datant de novembre 2025, affirme qu'au moins 1 436 citoyens de 36 pays africains auraient été identifiés dans les rangs russes[36]. Cette forte immigration, alternée avec la désertion des soldats des pays africains, constitue un élément de fragilisation des armées africaines et de vulnérabilité du système de défense et de sécurité.

Indubitablement, l'Afrique (précisément l'Afrique francophone) est devenue davantage un champ de bataille et d'influences des puissances mondiales qui se disputent le contrôle des ressources et des emplacements stratégiques du continent. Au bénéfice de la guerre d'Ukraine, la Russie a étendu son influence en Afrique par le biais de partenariats militaires, d'investissements économiques et d'engagements diplomatiques. Le groupe Wagner a été un instrument clé de cette stratégie, opérant dans des pays comme le Mali, la République Centrafricaine et, probablement, au Burkina Faso et au Niger. Dans une tribune intitulé « Les atrocités commises par le groupe Wagner en Afrique : mensonges et vérité » et datant du 08 février 2024, le département d'Etat américain affirmait :

Après avoir démenti pendant des années tout lien entre le gouvernement russe et le groupe Wagner, le président Poutine a admis en juin 2023 que le Kremlin avait fourni un soutien financier au groupe à hauteur de 86 milliards de roubles (l'équivalent de quelque 940 millions de dollars au mois d'octobre 2023) entre mai 2022 et mai 2023. La mort du patron du groupe Wagner, Evgueni Prigojine, le 23 août 2023, offre l'occasion de revenir sur certains des mensonges les plus flagrants du gouvernement russe concernant le rôle, les objectifs et les prétendus succès du groupe Wagner.

[34] H. Cooper, «Troop Casualties in Ukraine War Near 1.4 Million, Study Finds », *New York Times*, June 3, 2025: https://www.nytimes.com/2025/06/03/us/politics/russia-ukraine-troop-casualties.html

[35] Africa Defense Forum, « La Russie incite les Africains à participer à la guerre en Ukraine », 7 janvier 2025 : https://adf-magazine.com/fr/2025/01/la-russie-incite-les-africains-a-participer-a-la-guerre-en-ukraine/

[36] D. Glez, « Plus de 1 400 Africains combattent pour la Russie en Ukraine : le Kenya tire la sonnette d'alarme », *Jeune Afrique* du 15 novembre 2025 : https://www.jeuneafrique.com/1740154/politique/plus-de-1-400-africains-combattent-pour-la-russie-en-ukraine-le-kenya-tire-la-sonnette-dalarme/

Le présent rapport analyse et réfute les fausses déclarations que la Russie continue de propager sur les activités du groupe Wagner en République centrafricaine (RCA), au Mali, au Soudan et en Libye, et lève le voile sur ce qu'il est réellement, à savoir un groupe de criminels motivés par la cupidité plutôt qu'une force antiterrorisme efficace. L'exploitation des ressources africaines, notamment l'or, les diamants et le bois, par le groupe Wagner ne représente qu'un aspect de l'influence déstabilisatrice de cette organisation criminelle transnationale en Afrique. Les forces du groupe auraient rasé des villages entiers et assassiné des civils en République centrafricaine (RCA) pour faire avancer leurs intérêts économiques dans le secteur minier; pris part à des exécutions illégales au Mali ; pillé des mines d'or artisanales au Soudan ; et porté atteinte aux institutions démocratiques dans chaque pays où elles ont opéré. Elles ont également été accusées d'avoir réglé leurs factures avec de la monnaie contrefaite. Ce comportement criminel et prédateur envers les Africains, ne s'arrêtera pas avec la mort d'Evgueni Prigojine[37].

Cet avis du Département d'Etat américain intervient dans un environnement marqué par la désinformation autour d'une guerre par procuration qui se vit en Afrique francophone. La Russie et l'Ukraine en reconnaissant que cette guerre est de plus en plus menée par des acteurs par procuration sur le continent africain, s'accusent mutuellement. Pour Moscou, l'Ukraine soutient des groupes terroristes en Afrique. Pour Kiev, seuls les intérêts russes sont ciblés en Afrique. De ce point de vue, l'Afrique est utilisée comme proxy pour la guerre russo-ukrainienne ; ce qui a de graves conséquences pour la stabilité régionale menacée par des questions de gouvernance, d'ethnicité, de religion, de pauvreté, d'inégalités, etc. L'incrustation d'acteurs extérieurs ayant leurs propres agendas géopolitiques, à défaut de complexifier la situation sécuritaire, accentue la fragilité sociopolitique, la déstabilisation de la région, entraînant des conflits prolongés et des crises humanitaires. Un rapport de l'*United States Institute of Peace* (USIP) souligne l'impact négatif de Wagner sur la stabilité du Sahel, bien que les régimes militaires (Mali, Burkina Faso, Niger) louent son efficacité contre les menaces sécuritaires. Le sus-dit rapport souligne « que ses interventions aggravent souvent les conflits. Ses méthodes brutales, telles que les violences envers les civils, alimentent le ressentiment local et intensifient l'insécurité. Dans certaines régions, Wagner inspire plus de crainte que les groupes djihadistes, exacerbant les tensions et exposant davantage de civils aux attaques armées »[38].

Mis à part l'engagement principalement mercenaire (RCA, Mali, Mozambique et Libye) et l'engagement politique et économique (Madagascar et ailleurs), la stratégie russe se déploie sur des nouvelles frontières et corridors logistiques (Cameroun, Burkina Faso et Kenya). En effet, au-delà des pays où Wagner et les Russes ont établi des opérations militaires, économiques et politiques, il existe d'autres qui sont courtisés par la Russie. D'autres joueraient un rôle dans l'écosystème de Wagner comme centres logistiques et de transport pour soutenir les opérations dans d'autres pays. C'est le cas de Douala (Cameroun) et Nairobi, identifiés comme des centres de cette nature.

[37] https://2021-2025.state.gov/les-atrocites-commises-par-le-groupe-wagner-en-afrique-mensonges-et-verite/

[38] J. Litzow, «Africa: Here's How to Respond to Russia's Brutal Wagner Group », United States Institute of Peace, 11 april 2023, https://www.usip.org/publications/2023/04/africa-h. Lire, également: K. Mohamedou, "The Wagner Group, Russia's Foreign Policy and Sub-Saharan Africa", The Geneva Centre for Security Policy (GCSP), *Geneva Paper* 32/24, March 2024; A. Giustozzi, J. de Deus Pereira and D.Lewis, "Did Wagner Succeed in the Eyes of its African and Middle Eastern Clients?", Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, *RUSI WHitehall Report 4*-24, January 2025; L. W. Carraway Jr, "Strategic Disruption: Opportunities to Counter Russian Paramilitary Expeditions within Sub-Saharan Africa", *Journal on Baltic Security*, Volume 11, Issue 1 (30 june 2025), pp.28-57.

Dans une étude menée par *The Global Initiative against Transnational Organized Crime* (GI-TOC)[39] en février 2023, le Cameroun et le Kenya étaient utilisés par Wagner comme une plateforme logistique et une cible potentielle pour un engagement militaire et économique futur. Autant conclure que « la Russie est un acteur très flexible, capable de tirer parti des coups d'État et des crises. Son influence devrait perdurer, car les pays africains la considèrent comme un pôle important du système international, avec lequel ils souhaitent s'engager aux côtés d'autres puissances, plutôt que de l'isoler comme le préconise l'Occident »[40]. Cela est d'autant évident que la Russie est le premier vendeur d'armes à l'Afrique, contrôlant la moitié du marché. De ce point de vue, en 2023, les armes russes étaient vendues à 14 pays africains et l'Algérie, l'Égypte et l'Angola représentaient 94 % de la valeur des ventes d'armes dans la région[41].

5. Recommandations

A l'Union européenne et à l'Organisation internationale de la Francophonie

-Aider les pays africains à nouer des partenariats stables et durables garantissant un bénéfice mutuel, notamment en matière de sécurité, de gouvernance et d'investissements.

-Mettre en place, une politique (ou programme) agricole commune en Afrique francophone à travers la modernisation de l'agriculture et sa mise aux normes européennes ou aux standards internationaux.

A l'Union africaine

-Mobiliser les énergies et les ressources en vue de la mise en place rapide de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, notamment l'Aspiration 1 (une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable) et l'Aspiration 7 (une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire forts, unie et influente sur la scène mondiale).

-Investir dans la mise en place des institutions fortes et des partenariats démocratiques crédibles ; ceci est la seule garantie et la meilleure protection contre les influences externes néfastes.

-Imposer des sanctions rigoureuses aux dirigeants illégitimes (coup d'Etat civils et militaires) qui accroissent la vulnérabilité de l'Afrique francophone à travers l'acceptation des influences extérieures.

-Trouver des moyens novateurs, dans le cadre régional (UA) et sous-régional (UMA-CEDEAO, CEEAC, etc.) pour améliorer la capacité de l'Afrique francophone à se remettre des chocs et à transformer son système alimentaire afin qu'il devienne plus résilient et durable.

Thinking Africa

[39] J. Stanyard, Th. Vircoulon, J. Rademeyer, « La zone grise : l'engagement militaire, mercenaire et criminel de la Russie en Afrique », *The Global Initiative against Transnational Organized Crime (GI-TOC),* février 2023.

[40] Samuel Ramani, expert en relations Russie-Afrique au *Royal United Services Institute* et à l'Université d'Oxford in P. Fabricius, «La guerre de la Russie contre l'Ukraine s'étend-elle à l'Afrique ?», *ISS Today*, 09 août 2024 : https://issafrica.org/fr/iss-today/la-guerre-de-la-russie-contre-l-ukraine-s-etend-elle-a-l-afrique

[41] J. Siegle, « Décoder les engagements économiques de la Russie en Afrique », *Eclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 17 janvier 2023 : africacenter.org/fr/spotlight/decoder-les-engagements-economiques-de-la-russie-en-afrique

Aux pays d'Afrique francophone

-Renforcer les politiques publiques nationales en matière de recherche, de développement et d'industrialisation, afin de disposer d'une puissance décisive dans une guerre économique ;

-Elaborer des programmes structurés de développement et d'industrialisation agricole

-Mobiliser les outils classiques et modernes pour développer une véritable « guerre technologique » et son autonomie stratégique afin de réduire la vulnérabilité et la dépendance de l'Afrique francophone aux médias sociaux, aux renseignements américain et européen, etc.

Conclusion

Le danger de voir l'Afrique se transformer en un simple théâtre de confrontation stratégique entre les puissances dominantes s'est ravivé avec l'invasion russe de l'Ukraine, déclenchée le 24 février 2022. Due à la forte dépendance des importations de céréales de Russie et d'Ukraine, l'Afrique francophone a connu plusieurs types d'impacts : les chocs des prix des produits alimentaires ; la hausse du prix du pétrole et du gaz ; l'insécurité alimentaire accrue ; le repli sécuritaire (ce qui pourrait qui a affecté les flux de capitaux privés vers l'ensemble des marchés émergents) ; etc. En plus du risque de marginalisation, l'Afrique est devenue (davantage) un théâtre de confrontation entre des puissances étrangères en quête de solidification de leurs alliances et d'extension de leur influence. Sur ce point, la guerre en Ukraine agit comme un facteur à la fois révélateur et accélérateur. Révélateur dans le sens où les rivalités entre les puissances mondiales dans le continent africain ont été déjà observées. Ainsi, la percée notable réalisée par la Russie dans un certain nombre de pays africains tels que la Libye, la République de Centrafrique et le Mali, et le retour de sa marine de guerre en Méditerranée et en mer Rouge, constituent des motifs d'inquiétude. Toutes les puissances associées à cette guerre chercheraient à accroître substantiellement leurs rivalités en terre africaine. L'enjeu serait à la fois de s'assurer les votes d'un continent riche de ses 54 sièges dans les organisations internationales, et d'exercer une sorte de contrôle sur les matières premières africaines pour garantir leurs autonomies stratégiques respectives. Le « réservoir africain » pourrait être, à titre d'exemple, sollicité par le pôle occidental pour empêcher la Russie d'user de ses capacités d'hydrocarbures et de produits alimentaires comme une arme, d'une part, et refuser, ou du moins limiter l'accès de la Chine aux ressources naturelles de l'Afrique dans le dessein de ralentir sa montée en puissance fulgurante, d'autre part.

Thinking Africa

MISSIONS :

Thinking Africa est un think tank panafricain non partisan, créé dans le but de produire des savoirs innovants au sujet du devenir africain. Ces savoirs sont diffusés à travers les partages d'expériences, le renforcement des capacités, les plaidoyers et l'appui aux institutions publiques, privées et aux sociétés civiles (www.thinkingafrica.org). L'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et sociopolitiques au Sahel de Thinking Africa constitue un cadre unique d'échange d'idées et d'expertises, un laboratoire de réflexion pluridisciplinaire sur les problématiques complexes qui déstabilisent le Sahel (www.thinkingafrica.org/V2/observatoire-du-sahel/)

OBJECTIFS :

L'Observatoire du Sahel a vocation à créer des synergies de compétences pour entreprendre dans une approche holistique, des recherches pluridisciplinaires à toutes les échelles (internationale, régionale et locale). Il vise également à produire des études originales apportant une analyse novatrice sur les problématiques névralgiques du Sahel, offrant un regard local et formulant des recommandations concrètes basées sur des données récentes de terrains fournies par des acteurs locaux

Une note produite dans le cadre d'un partenariat avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) Depuis 2014, Thinking Africa collabore avec l'OIF. La présente collaboration porte sur la réalisation de notes d'analyse politique, par l'Observatoire du Sahel de Thinking Africa, à propos des enjeux géopolitiques, stratégiques et sécuritaires liés à la gouvernance, à la stabilité politique et au développement durable au Sahel.

« Avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ». « Les propos énoncés dans la présente publication ne sauraient en rien engager la responsabilité de l'OIF, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation »

Contacts Email: contact@thinkingafrica.org

Web: www.thinkingafrica.org

Thinking Africa